

son, de la mi-mai à la mi-octobre en général, vers les hautes pâtures avoisinant les « burons » où seront fabriqués les fromages. 40 à 50 000 vaches et autant de veaux estivent sur les « montagnes » d'Auvergne; autant ou peu s'en faut que sur les hauts pâturages des Alpes, a souligné M. l'Inspecteur Général MESSINES.

C'est cette tradition fromagère qui expliquerait en particulier l'émigration auvergnate: l'exploitation rurale auvergnate ne supporte pas le partage. Une demi-propriété ne serait pas viable le plus souvent. Aussi l'émigration est-elle une nécessité. Si cette structure rurale ne permet pas un peuplement très dense, elle ne s'oppose pas, bien au contraire, à une exploitation intensive.

Le Cantal entretient en effet environ 500 kg de poids vif de bétail par hectare de terre agricole, ce qui est considérable.

Des améliorations restent néanmoins possibles, a signalé M. PARISOT, Directeur des Services Agricoles du Cantal. Il insista tout particulièrement sur la nécessité de fumer les pâturages et la possibilité de récupérer sur la lande à genêts et à fougères des surfaces non négligeables. Les efforts déjà tentés seront intensifiés.

L. G.

JURISPRUDENCE

Tribunal civil de Nancy - 2^e Chambre - 12 mai 1952

Servitudes de voisinage. — Arbres plantés en deçà de la distance légale de l'héritage voisin. — Articles 671 et 672 du Code Civil. — Prescription trentenaire: conditions. — Expertise: interprétation par le Tribunal.

LE TRIBUNAL:

Attendu que par jugement avant faire droit du Tribunal de ce siège en date du 18 juin 1951, une expertise a été ordonnée en vue de déterminer notamment si les arbres litigieux plantés sur la propriété SANSON ont été taillés régulièrement à hauteur du mur séparatif de la propriété GODFROY de manière à ne pas le dépasser et depuis quelle époque ils n'ont plus été taillés.

Attendu que l'expert indique dans son rapport:

- 1° que tous les arbres litigieux ont plus de 30 ans d'âge;
- 2° qu'ils ont pu être vus de l'immeuble GODFROY peu après leur plantation, donc certainement depuis plus de 30 ans;
- 3° qu'aucun d'eux n'est planté à une distance de 2 mètres du mur mitoyen;
- 4° que sauf pour le négundo qui n'a été taillé qu'à 4 mètres de haut, tous ont été certainement l'objet de tailles inférieures à la hauteur du mur avant la prise de possession par SANSON en 1932 et que s'il n'est plus possible aujourd'hui, 19 ans après cette date, de déterminer indiscutablement si toutes ces tailles ont eu lieu périodiquement et ont toutes et constamment ravalé la hauteur des cinq arbres autres que le négundo, au niveau exact du sommet du mur, il y a lieu de considérer comme probable que jusqu'aux environs de 1932, les mesures ont été assez régulièrement prises par les propriétaires du jardin SANSON pour que les cinq arbres ne dépassent qu'exceptionnellement et de façon assez réduite la hauteur du mur.

- 5° qu'enfin aucune taille des flèches des arbres n'a été depuis 1932, pratiquée

au-dessous de la hauteur du mur par SANSON qui s'est borné à élaguer chaque année les branches surplombant la propriété GODFROY.

Attendu qu'au vu de ce rapport, SANSON conclut à ce qu'il soit décidé que la prescription trentenaire lui est acquise et qu'il est en droit de laisser les arbres litigieux dans l'état où ils se trouvent; qu'en effet, la jurisprudence de la Cour de Cassation admet tant que la prescription a pour point de départ le jour où les arbres ont été plantés, cette prescription est largement acquise puisque la prescription date de 1914.

Attendu que GODFROY estime, au contraire, que la prescription n'aurait commencé qu'en 1932, époque à laquelle la propriété ayant été achetée par SANSON, les arbres n'ont plus été taillés à la hauteur de deux mètres, qu'en effet la prescription ne peut courir qu'à compter du jour où les plantations ont dépassé le mur et sont devenues visibles; qu'en outre, lorsque les arbres ont été taillés à une hauteur inférieure à deux mètres pendant un certain temps, la prescription ne peut utilement courir qu'à partir du moment où la liberté est donnée à la croissance naturelle des plantations; qu'il a été jugé par la Cour de Cassation que la prescription de 30 ans ne peut être invoquée pour les arbres placés en deçà de la ligne légale si ces arbres ont moins de trente années d'existence, bien qu'ils proviennent de souches âgées de plus de trente ans; qu'en conséquence, il y a lieu d'infirmer le jugement du juge de paix qui a débouté GODFROY de son action et de décider que SANSON sera tenu d'arracher ou de recéper à hauteur de deux mètres, les arbres ou arbustes de sa propriété plantés à moins de deux mètres du mur séparatif, et ce sous une astreinte, et de condamner en outre SANSON à payer à GODFROY une somme de 10 000 francs à titre de dommages-intérêts.

Attendu qu'aux termes de l'article 671 du code civil, « il n'est permis d'avoir des arbres... (à défaut de règlements et usages) qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations.

Attendu que l'article 672 dispose « le voisin peut exiger que les arbres... plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou prescription trentenaire »;

Attendu qu'il en résulte que tout arbre planté à moins de 0,50 m doit être arraché et que les arbres situés à plus de 0,50 m et à moins de deux mètres doivent être réduits à une hauteur de 2 mètres.

Attendu qu'il résulte de l'expertise que l'un des six arbres litigieux, un noisetier, a été planté à 0,30 m du mur alors que les autres sont situés de 0,50 m à 1,30 m et, par conséquent, que la demande de GODFROY tendant à l'arrachage ou au recépage des arbres devrait être en tout cas limitée à l'arrachage du noisetier et au simple ravalement des autres arbres.

Attendu qu'il convient d'examiner si cette demande doit être rejetée à raison de l'exception de prescription dont se prévaut SANSON;

Attendu que la jurisprudence citée de part et d'autre au sujet du point de départ de la prescription ne paraît pas se rapporter exactement au cas de l'espèce, qu'en effet les arrêts sur lesquels s'appuie GODFROY sont relatifs aux rejets poussés sur des souches non apparentes et plus que trentenaires et les arrêts cités par SANSON ne paraissent pas avoir visé le cas d'arbustes taillés régulièrement à la hauteur de deux mètres pendant plusieurs années et qu'on a laissé croître naturellement par la suite.

Attendu qu'en pareil cas il serait contraire aux principes juridiques et au simple bon sens de décider que la prescription courrait du jour de la plantation au profit du propriétaire des arbres puisque son voisin ne saurait agir contre lui tant qu'il se conforme à la loi et taille ses plantations à la hauteur de 2 mètres édictée par l'article 671 du code civil; que c'est le cas d'appliquer en cette hypothèse l'adage « *contra non valentem agere non curat prescripto* ».

Attendu que l'expert a estimé que sauf pour le néguundo qui n'a été taillé qu'à 4 mètres, les autres arbres ont été taillés aux environs de la hauteur du

mur pendant 19 années, jusqu'en 1932, époque à laquelle SANSON est devenu propriétaire des arbres; qu'il s'ensuit qu'à l'exception du négundo la prescription de trente ans n'était pas acquise pour les autres arbres le 1^{er} juin 1950, date de l'exploit introductif d'instance.

Attendu que si le Tribunal homologuait entièrement le rapport de l'expert, il en résulterait que le négundo devrait être laissé en son état actuel, que le noisetier devrait être arraché et les autres arbres réduits à la hauteur de deux mètres.

Attendu que GODFROY soutient que c'est à tort que l'expert a décidé que le négundo avait été taillé à quatre mètres jusqu'en 1932, qu'il prétend que la légère saillie constatée sur le tronc à 0,70 m du sol indique bien que cet arbre avait été taillé comme les autres et doit suivre leur sort, mais attendu que l'expert note qu'il n'est pas certain que cette saillie corresponde à une taille et que l'arbre est demeuré droit jusqu'à 4 mètres; qu'ainsi la preuve n'ayant pas été rapportée que le négundo ait été taillé à deux mètres comme les autres arbres jusqu'en 1932, la prescription est acquise en ce qui le concerne.

Attendu par ailleurs que les conclusions de l'expert ne paraissent pas devoir être admises dans leur intégralité; que si ces conclusions sont valables pour le prunier et le sureau, ces deux arbres présentant, outre des tailles anciennes à 1,20 m et 0,65 m du sol, des tailles ultérieures au niveau du sommet du mur, il n'en est pas de même pour le thuya, l'if et le noisetier, ces trois arbres ne portant la trace que d'une taille très ancienne à 0,25 m, 0,10 m et 0,20 m du sol sans aucun vestige de tailles ultérieures au niveau du sommet du mur alors que leur hauteur actuelle atteint respectivement 6,50 m, 5 m et 6 m.

Attendu dès lors que l'expertise n'apporte de façon certaine la preuve que les arbres ont été taillés à la hauteur de deux mètres jusqu'en 1932 que pour le prunier et le sureau; qu'il s'ensuit que la prescription n'est pas acquise pour ces deux arbres et qu'il échet d'en ordonner le ravalement à deux mètres;

Attendu par contre, que pour les autres arbres, il n'est pas suffisamment établi qu'ils ont été taillés régulièrement à la hauteur de deux mètres jusqu'en 1932, qu'ainsi ces arbres se trouvent protégés par la prescription trentenaire, qu'à cet égard il n'y a pas lieu de faire droit à la demande d'enquête subsidiaire de GODFROY, les témoignages ne pouvant guère apporter d'éléments certains lorsqu'il s'agit de faits très anciens relatifs à la taille de quelques arbres situés dans un bosquet.

Attendu dès lors, qu'il échet d'infirmar le jugement du juge de paix et d'ordonner le ravalement du prunier et du sureau à la hauteur de deux mètres en rejetant la demande de GODFROY pour le thuya, l'if, le noisetier et le négundo.

Attendu que le préjudice subi par GODFROY apparaît des plus minimes au vu du rapport d'expertise, les arbres étant pratiquement inoffensifs; qu'aux dires de l'expert, seul, un petit poirier, de végétation médiocre, que GODFROY déclare avoir l'intention de faire disparaître prochainement peut avoir légèrement souffert des branches même non surplombantes du prunier SANSON.

PAR CES MOTIFS

et ceux du jugement avant dire droit du dix-juin 1951 :

Statuant en matière sommaire et en dernier ressort.

Reçoit en la forme le sieur GODFROY en son appel du jugement rendu par le juge de paix de Nancy-Sud le 17 octobre 1950.

Au fond:

Infirmar le jugement dont appel.

Et statuant à nouveau :

Dit et juge que la prescription trentenaire est acquise à SANSON pour le thuya, l'if, le noisetier et le négundo; qu'en conséquence il est en droit de laisser ces arbres dans l'état où ils se trouvent.

Rejette la demande de GODFROY à cet égard.

Dit et juge par contre que la prescription trentenaire n'est pas acquise à SANSON pour le prunier et le sureau et qu'il sera tenu dans le mois de la signi-

fication du présent jugement, de réduire ces deux arbres à la hauteur de deux mètres prévue par la loi, si mieux n'aime ledit SANSON, les arracher.

Dit n'y avoir lieu à une astreinte.

Condamne SANSON à payer à GODFROY la somme de mille francs à titre de dommages-intérêts, ainsi qu'aux intérêts de cette somme à compter du jour de la demande.

(MM. Serge MOUGNE, vice-président; BARDIN, juge; RAFFAITIN, juge suppléant; REVEILLE, substitut du Procureur de la République; M^e THOMAS-CHEVALIER et Jean ARNOULD, avocats).

(Communiqué par feu M. l'Inspecteur Général NOËL.)

Note. — Le jugement reproduit ci-dessus montre que l'esprit de chicane peut se développer ailleurs qu'en Normandie.

Rendu dans une espèce qui ne doit pas être isolée, il offre l'exemple, et c'est ce qui fait son intérêt, d'une analyse minutieuse, sur la base d'un rapport d'expert consciencieux, des conditions d'application des articles 671 et 672 du Code civil à des arbres d'ornement plantés à une distance inférieure à la distance légale en bordure de deux héritages riverains.

Il doit être notamment approuvé quand il décide que la prescription au profit du propriétaire d'un arbre planté trop près ne commence à courir qu'à partir du jour où ce propriétaire a cessé de le maintenir à la hauteur maxima de 2 mètres.

M. C.

NÉCROLOGIE

Paul CHARLY (1900-1953)

La mort vient de frapper une fois encore un membre du Corps forestier bien avant l'âge de la retraite: Paul CHARLY, Conservateur des Eaux et Forêts à La Réunion.

Né le 20 août 1900 à Brest, il entra à sa sortie de l'Institut Agronomique, le 16 octobre 1922, à l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts avec la 97^e Promotion. Envoyé sur sa demande en Indochine, il y resta de 1926 à 1932, non sans y altérer sa santé.

A son retour en France, il fut affecté en Avignon où il devait rester 10 ans, ayant été promu sur place Inspecteur à la satisfaction des autorités locales — qui appréciaient son activité et son dévouement à la chose publique.

Nommé Conservateur à Vannes en 1943, il obtint sa mutation pour Perpignan, le climat de son pays d'origine ne lui convenant plus. Mais, à la suite de la suppression de la Conservation des Pyrénées-Orientales, il subit à nouveau l'irrésistible attrait des pays lointains et accepta le 29 mars 1949 d'être nommé à La Réunion, « nouveau » département français.

Il devait y donner toute sa mesure et y déployer l'ardeur dont il avait déjà témoigné dans le Vaucluse en 1937, en luttant pendant 6 jours et 6 nuits jusqu'à épuisement de ses forces contre l'incendie du Lubéron.